



INVESTING IN GROWTH THAT  
WORKS FOR EVERYONE

—  
INVESTIR DANS LA CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE QUI PROFITE  
À TOUT LE MONDE

## **RÉSUMÉ DES COPRÉSIDENTS : MINISTRES DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT DU G7**



---

# RÉSUMÉ DES COPRÉSIDENTS : MINISTRES DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT DU G7

1. Organisée sous le thème de la présidence du G7 de 2018, Investir dans la croissance économique qui profite à tout le monde, la toute première réunion conjointe des ministres des Finances et du Développement du G7 a eu lieu à Whistler le 1er juin 2018.
2. Saisissant une occasion sans précédent de collaborer à l'appui de leur engagement commun à l'égard du développement durable à l'échelle mondiale, les ministres ont axé leurs discussions sur deux thèmes : le financement novateur pour le développement, y compris la mobilisation de capitaux privés pour le développement durable et le renforcement de la résilience économique face aux phénomènes météorologiques extrêmes, et le renforcement du pouvoir économique des femmes. Dans la recherche de solutions possibles aux défis pressants du développement mondial, les participants ont jeté les bases des mesures que prendront les dirigeants du G7 au Sommet de Charlevoix dans le domaine du financement du développement.
3. En maximisant le recours aux actifs financiers publics et privés, en catalysant des partenariats nouveaux et diversifiés et en tirant profit de sa participation à des organisations internationales, les ministres ont souligné que le G7 a un rôle unique à jouer dans l'accélération de l'impact des mesures de réduction de la pauvreté afin de ne « laisser personne pour compte » et de contribuer à un monde plus inclusif, plus prospère et plus pacifique.
4. Le texte qui suit est un résumé des discussions, telles qu'elles ont été comprises par les coprésidents.

## FINANCEMENT NOVATEUR POUR LE DÉVELOPPEMENT

### **MOBILISER DES CAPITAUX PRIVÉS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

5. Les ministres ont reconnu que pour assurer l'ambitieuse impulsion nécessaire à l'accélération des mesures en matière de développement durable, il faudra apporter un changement radical sur le plan tant de la quantité que de la qualité du financement du développement. La progression du programme mondial « des milliards aux milliers de milliards » et du Programme d'action d'Addis-Abeba signifiera que les capitaux publics, privés, nationaux et internationaux seront optimisés, et que les liens entre eux seront renforcés.
6. Les ministres ont souligné la nécessité d'établir une compréhension commune du déploiement efficace du financement mixte, ce qui inclut la promotion d'une plus grande transparence et d'une plus grande responsabilité dans les opérations de financement mixte. À cet égard, les ministres ont convenu de mieux faire connaître les principes de financement mixte de

l'OCDE (2017) dans le but de favoriser le recours aux financements novateurs pour accroître les flux de capitaux vers les marchés émergents et frontaliers. Dans la recherche de ces nouveaux instruments, les ministres ont souligné l'importance soutenue de l'aide publique au développement, surtout dans les pays moins développés.

7. Les ministres ont reconnu que les institutions financières de développement (IFD) peuvent mobiliser des ressources considérables et sont bien placées pour donner aux femmes et aux filles un accès prioritaire aux capitaux, aux emplois, aux compétences et aux services. Ainsi, les ministres ont encouragé les IFD à travailler en vue d'une collaboration qui leur permettrait d'accroître leur soutien à l'égard du renforcement du pouvoir économique des femmes.
8. Les ministres ont insisté sur l'importance de renforcer les capacités de gestion des finances publiques et de mobiliser les ressources nationales, y compris une administration fiscale efficace et le renforcement des bourses locales, pour faire progresser le développement durable et l'autonomie dans les pays en développement.

## **RENFORCER LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE FACE AUX PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES**

9. Les ministres ont noté les progrès réalisés dans le cadre d'initiatives multilatérales telles que l'Initiative InsuResilience du G7 en 2015 et le Partenariat mondial InsuResilience de 2017 pour le financement des risques liés au climat et les solutions d'assurance en cas de catastrophe. Ils ont également souligné que les pays les plus vulnérables au monde, y compris les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement, continuent d'être touchés de manière disproportionnée par les phénomènes météorologiques extrêmes.
10. Les ministres ont demandé aux institutions financières internationales d'évaluer le rôle de l'assurance contre les risques de catastrophe pour les pays vulnérables, y compris les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement, dans le cadre de l'ensemble des outils sur la résilience mondiale, et d'élaborer des propositions visant à soutenir des mécanismes de financement des risques de catastrophe tenant mieux compte des genres, tout en renforçant la coordination mondiale et l'échange des pratiques exemplaires. Quelques ministres ont signalé certaines initiatives en cours à cet égard, y compris le Mécanisme de financement du risque mondial de la Banque mondiale.
11. Les ministres ont fait observer que le Club de Paris a réalisé d'importants progrès concernant les instruments d'emprunt résilients qui permettent d'accélérer la reprise économique et de favoriser la stabilité du système financier international. Les ministres du G7 ont approuvé les travaux du Club de Paris visant à dresser une liste de conditions volontaires pour les instruments d'emprunt résilients, en particulier dans les petits États insulaires en développement vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes.

## RENFORCEMENT DU POUVOIR ÉCONOMIQUE DES FEMMES

12. Les ministres ont animé une discussion dynamique et stimulante avec les membres du Conseil consultatif du G7 sur l'égalité des sexes, qui a fait ressortir l'engagement ferme et commun en faveur de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles. En conformité avec les mesures antérieures du G7, y compris la Feuille de route de Taormina pour un environnement économique respectant l'égalité entre les sexes (2017), les ministres ont insisté sur l'importance de la collaboration à l'appui du renforcement du pouvoir économique des femmes, en soulignant son rôle crucial dans la création de possibilités de croissance durable qui apporteront des avantages à des collectivités, à des nations et à des régions entières, tant dans les pays en développement que dans les pays industrialisés.
13. Les ministres ont signalé qu'il y a une série d'obstacles à surmonter pour favoriser l'accroissement des possibilités économiques des femmes, notamment le travail domestique non rémunéré, l'éducation, un système de transport en commun sûr et accessible et l'accès aux terres, aux capitaux et au crédit. En ce qui concerne les capitaux, les participants ont convenu de l'importance de l'inclusion financière en tant que facteur clé de la résilience et de l'élimination de la pauvreté. Ils se sont entendus pour travailler en étroite collaboration avec le G20 et d'autres partenaires afin de continuer à promouvoir l'importance de l'inclusion financière des femmes et de redoubler d'efforts pour améliorer la qualité des données ventilées, fournies par les institutions financières.
14. Les ministres ont souligné l'importance de mieux intégrer l'analyse comparative entre les genres dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. À ce titre, ils ont envisagé de poursuivre les discussions avec les institutions financières internationales et le système des Nations Unies sur les moyens d'améliorer la capacité des pays en développement à intégrer pleinement une perspective tenant compte des genres dans l'élaboration des politiques, en s'appuyant sur le travail entrepris par l'ONU Femmes et le Fonds monétaire international.
15. Les ministres ont reconnu le besoin de soutenir l'entrepreneuriat et la participation des femmes au marché du travail et aux chaînes de valeur mondiale et ont encouragé les banques multilatérales de développement à envisager des possibilités de venir en aide aux entreprises appartenant à des femmes et aux entrepreneures, en tirant parti des avantages générés lorsque les banques multilatérales de développement forment un système.